

# Pour l'interdiction des licenciements

Plus de 200 signatures sur notre appel, trois réunion-débats, la participation d'une délégation à la rencontre nationale du 5 septembre dernier ... le comité de Mantes la Jolie se développe et agit depuis plusieurs mois.

Il vous invite à une

## Réunion publique

**Le jeudi 17 septembre 2009 à 19h00**

**Au local commun résidentiel**

**64 rue Maurice Braunstein à Mantes la Jolie (Gassicourt)**

-----  
 *Ils sont des acteurs du mouvement social. Ils ont dit .....*  
-----

### Contribution d'un salarié de F.C.I.

*" C'est une évidence pour un ouvrier d'interdire les licenciements "*

L'interdiction des licenciements pour moi c'est évident. On a fait grève 7 semaines pour l'emploi. On a obtenu l'engagement de maintien des effectifs jusqu'en 2011 et de maintien du site. Mais on voit ce qui se passe. À Mantes le site a une activité pour 165 millions de positions avec 400 salariés. A Singapour, le site produit aux environs de 350 millions de positions. A Singapour la croissance continue et à Mantes on stagne. On déshabille Pierre pour habiller Paul. Nous, on ne souhaite pas que Singapour s'arrête, mais il est hors de questions de laisser crever Mantes au détriment de Singapour ! L'interdiction des licenciements va de soi. Les 7 semaines de grève c'était pour la sauvegarde de l'emploi. Il y avait deux revendications, la première, La transparence des comptes et commandes de la division qui regroupe le site de Mantes et celui de Singapour de façon à avoir une répartition équitable des commandes et une croissance des deux sites. La deuxième, une sorte d'assurance en négociant une prime importante afin de dissuader l'employeur de procéder à des licenciements au cas où ! Mais même avec une prime on se retrouve très vite dans la merde et, la plupart des salariés ne s'en sortent pas et bien souvent ces départs se soldent par des drames familiaux. C'est une évidence pour un ouvrier d'interdire les licenciements. On se bat usine par usine Mais on n'a plus du tout de poids au niveau politique. Les politiques sont trop frileux sur cette question ! Ils doivent se positionner très clairement sur l'interdiction de licencier ! Comment faire

pour y arriver ? Il faut que les comptes des entreprises soient transparents y compris les comptes à l'étranger. Comme cela on a un levier pour agir. Il faut imposer une transparence sur les comptes, les effectifs, les évolutions. Il faut renforcer le pouvoir des institutions représentatives. Il faut faire adhérer les gens à un projet comme cela. Je viendrai à la réunion du comité le 17 septembre.

*Eric Scheltienne.*

### Discussion avec un salarié de P.C.A.S.

*"Il faut une action politique contre les licenciements"*

Dans les entreprises on se bat pour son travail, sa famille, son avenir, pas pour un parti. Chez PACS il y a eu 6 suppressions d'emplois et un licenciement. Et après la direction a osé demander à la personne licenciée de revenir car il y avait du travail et sans lui verser un salaire, de faire cela sur son délai de préavis. Il y a une ambiance nauséabonde. 4 employés sont en procès avec l'entreprise pour harcèlement moral. L'entreprise ne pense qu'à augmenter son taux de profit. Il n'y a pas d'investissements. L'usine doit se mettre aux normes en ce qui concerne les émissions de gaz. Pour les salariés il n'y a pas eu d'augmentation de salaire. La valeur de l'action du groupe Dynaction elle, a été multipliée par deux depuis le mois de mars. Le salaire du PDG est passé de 360 000 euros en 2008 à 420 000 en 2009. Par contre l'usine d'Avignon est toute moderne et a reçu l'agrément de l'administration américaine pour ses produits. Le groupe investit aux Etats-Unis. Qu'est ce que l'on prépare ? La fermeture de l'usine dans deux ans ? Les partis politiques ont déserté les entreprises. Ce qui me gêne c'est qu'on ne les voit que

dans les médias. Il faut voter, des gens sont morts pour avoir le droit de voter. Mais cela ne donne pas envie de se battre pour des gens comme ça. Mon père, moi, on a milité toute notre vie. Il faut une action politique contre les licenciements. Je signe l'appel pour l'interdiction des licenciements. Je viendrai à la rencontre du 5 septembre.

*Gaston Padé.*

### L'opinion d'un syndicaliste

*"Ce qui apparaît impossible aujourd'hui peut être possible demain."*

Il faut savoir prendre des positions pour aller dans le sens de ses propres convictions. L'initiative engagée pour l'interdiction des licenciements marque un combat contre les ravages du système capitaliste et l'exigence d'une société nouvelle plaçant l'individu au cœur des préoccupations. Il faudra bien avoir le courage politique pour inviter les salariés à ne plus succomber aux discours cultivant le fatalisme et fournir des perspectives qui permettront, au monde du travail, de se rassembler pour imposer d'autres choix. La recherche et le partage d'idées neuves vont constituer, indéniablement, des nouvelles règles qui vont structurer la vie économique et sociale. Ce qui apparaît impossible aujourd'hui, peut être possible demain. Toute notre histoire, à travers les conquêtes sociales arrachées, souvent au prix du sang, a pu le démontrer. Cette idée d'interdire les licenciements peut constituer le socle d'une réflexion commune pour avancer vers des propositions crédibles autour des questions de l'emploi. C'est la raison pour laquelle je signe cet appel, sans état d'âme.

*Pascal Grandjean*

Agent EDF, militant syndicaliste.

## **Compte rendu de la réunion du jeudi 2 juillet 2009**

Travailleurs, militants du PCF et du POI, nous nous sommes réunis au Local Commun Résidentiel

Un militant du POI a rappelé que c'était la troisième réunion de notre comité ; plus de 200 signatures se sont portées sur l'appel.

Depuis des mois la crise économique se déroule ; les gouvernements ont fait le choix de subventionner les banques : plus de 18 000 milliards de dollars ont été versés par les gouvernements pour soutenir les banques dont 416 milliards d'euros en France. Le chômage explose 14 millions de chômeurs aux Etats-Unis, plus de 2 500 000 en France, en fait 3,5 millions avec les travailleurs en temps partiels imposés.

Ce matin on apprend que SANOFI AVENTIS a décidé de fermer l'usine de Limay-Porcheville en 2013 ; 200 salariés sont menacés. Il faut arrêter cela

Une rencontre a eu lieu à Echirolles à l'appel de 10 salariés de Caterpillar ; deux camarades des Yvelines y ont participé : un de Continental à Rambouillet et l'autre de GEMS à Buc. Cette rencontre propose un rassemblement national le 3 octobre à Paris, première étape pour une marche unie pour l'interdiction des licenciements. Je propose de nous inscrire dans ce cadre.

### **Nous avons discuté de la situation :**

- Il y a 424 salariés en moins à Renault Flins depuis le premier mai.
- 42 suppressions d'emplois sont prévues à l'usine Dunlopillo
- un élu prud'hommes de Mantes la Jolie me rapporte qu'en une seule semaine il a reçu les dossiers de 9 licenciements « *pour fautes graves* » dans de petites boîtes.
- je ne suis pas considérée comme une demandeuse d'emploi, je suis écartée car j'ai un enfant handicapé.
- 32000 EVS, des précaires de l'Education Nationale sont au chômage depuis le 30 juin dont 120 dans le département des Yvelines. Il y a eu hier un rassemblement devant Matignon : aucune délégation n'a été reçue.
- Je n'ai pas eu d'augmentation de salaires depuis 1996 ! Ma société appartient à un fond de pension. Il n'y a pas de syndicats dans mon entreprise.
- il y a deux mille licenciements par jour.
- un emploi supprimé c'est un emploi que nos enfants n'auront pas.

### **Nous avons discuté de l'action de notre comité :**

- Peut-on rester isolés entreprise par entreprise ? Les partis politiques ont un rôle énorme à jouer ; nous combattons pour une action en commun dans l'unité des organisations politiques ; à Mantes notre appel est signé

par des militants PS, PCF, POI, des syndicalistes, des travailleurs.

- ce qui est difficile à comprendre, c'est que des partis ne nous rejoignent pas comme le NPA qui est pour l'interdiction des licenciements. Il faut une action unie.

- un militant du PCF : les partis politiques ne sont pas au bon niveau.

Peut-on se limiter à demander l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits ? Quelles différences y a-t-il entre un salarié qui est dans une boîte qui fait des profits et celui qui dans une autre où ce n'est pas le cas ? Il faut interdire tous les licenciements.

Il faut réfléchir à un appel local à toutes les organisations de Mantes, préparer le rassemblement du 3 octobre. Qu'on se mette ensemble. On peut recenser les boîtes de la région mantaise, y aller discuter avec les salariés, les responsables syndicaux, préparer ainsi le 3 octobre.

- Nous ne sommes pas en compétition avec les organisations syndicales. Il faut fixer une réunion à la rentrée. Arrêter les suppressions d'emplois dans la Fonction publique. Nous devons rencontrer les salariés, écouter, faire circuler un projet d'appel.

- Impuissance des politiques ? Comme pour la fermeture de l'usine de Vilvoorde en 1998 Lionel Jospin avait dit « l'état ne peut pas tout » ? Quand on veut on peut.

### **Nous avons pris en commun les décisions suivantes :**

- nous décidons de préparer le rassemblement du 3 octobre
- nous enverrons une délégation de notre comité à la rencontre du 5 septembre chargée de le préparer
- établir un compte rendu de notre réunion et rédiger un premier projet d'appel ; une commission de cinq personnes est désignée.
- rencontrer les travailleurs de différentes usines de la région

Nous reprenons à notre compte l'appel qui se conclut :

**« Si les dirigeants du PS, du PCF, du PG, du NPA, de LO persistent, ne faudrait-il pas que nous organisations nous-mêmes une montée à Paris ?**

**Cela constituerait un premier pas dans la préparation de la marche unie pour l'interdiction des licenciements qui doit être appelée dans l'unité des partis et pour laquelle nous combattons plus que jamais ».**